



0408 8X-1001
1009

PRÉFET DE LA HAUTE-MARNE

PREFECTURE

**DIRECTION DE LA REGLEMENTATION,
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DES POLITIQUES PUBLIQUES**

**Service des collectivités locales
et des politiques publiques**

Bureau du pilotage des politiques publiques

ARRETE N° 2197 DU 7 SEPTEMBRE 2011

portant déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux
et de la mise en place des périmètres de protection réglementaire

**Protection
du captage F1 « Les Longues Roies »
et du captage F2 « L'Etang »
exploités par la commune de PRESSIGNY**

Le Préfet de la Haute-Marne

**Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1321-1 à L 1321-10 ; L 1324-1 à L 1324-5 ;
R 1321-1 à R 1321-36 ; R 1321-42 à R 1321-59 et R 1321-64 à R 1321-66 ;

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L 210-1 ; L 211-1 ; L 214-1 à L 214-6 et L 215-3 ;

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;

VU le décret n° 2006-880 du 17 juillet 2006 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues aux
articles L 214-1 à L 214-3 du Code de l'Environnement pour la protection de l'eau et des milieux aquatiques ;

VU l'arrêté du 20 juin 2007, paru au Journal Officiel du 10 juillet 2007 et relatif à la constitution du dossier de
demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R 1321-
6 à R 1321-12 et R 1321-42 du Code de la Santé Publique ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2339 du 30 juillet 2010 prescrivant l'ouverture de l'enquête d'utilité publique
préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation des eaux et d'établissement des périmètres de
protection ;

VU l'arrêté préfectoral n° 669 du 10 mars 1983 modifié levant les servitudes se rattachant au puits de Pressigny ;

VU la délibération de la commune de PRESSIGNY en date du 6 août 1999 adoptant le projet, créant les ressources nécessaires à l'exécution des travaux et décidant de prendre les engagements indispensables en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux ;

VU le rapport en date de décembre 2008 de M. CAUDRON, hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique pour le département de la Haute-Marne ;

VU l'avis du commissaire-enquêteur en date du 2 octobre 2010 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires Technologiques en date du 15 juin 2011 ;

Considérant que l'utilité publique de l'opération est supérieure aux inconvénients qu'elle est susceptible de générer ;

Considérant la nécessité de protéger la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

I – DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 – OBJET

Sont déclarés d'utilité publique en vue de distribuer l'eau destinée à la consommation humaine :

- les prélèvements effectués par la commune de PRESSIGNY ;
- la dérivation des eaux du captage F1 Les Longues Roies sis sur la commune de PRESSIGNY ;
- la dérivation des eaux du captage F2 l'Etang sis sur la commune de PRESSIGNY
- l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine ;
- la mise en place des périmètres de protection autour du captage F1 Les Longues Roies ;
- la mise en place des périmètres de protection autour du captage F2 l'Etang ;
- les ouvrages de traitement et de distribution des eaux. La réalisation, la mise en œuvre et l'efficacité de ces systèmes seront placés sous le contrôle de la DTD ARS Haute-Marne (ou les services compétents en matière de contrôle).

II – DERIVATION DES EAUX

ARTICLE 2 – SITUATION

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux par l'ouvrage suivant ;

- captage F1 « Les Longues Roies » (code BGRM – BSS 04088X1001),
- captage F2 « L'Etang » (code BGRM – BSS 04088X1009).

ARTICLE 3 – DEBITS DE PRELEVEMENT

Le prélèvement annuel est limité à 36 500 m³ et à 100 m³/jour pour couvrir les consommations de pointe.

ARTICLE 4 – MESURES DE DEBIT

La collectivité installera les compteurs et appareils nécessaires au contrôle du respect des prescriptions ci-dessus et tiendra un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit (une fois par semaine),
- incidents survenus (pannes...),
- modifications d'installations.

Ce registre sera tenu à disposition des agents chargés du contrôle.

ARTICLE 5 – PLAN D'ALERTE ET DE SECOURS

La commune de PRESSIGNY ne dispose ni de plan d'alerte ni de connexion de secours.

ARTICLE 6 – DROIT DES TIERS

La collectivité devra indemniser les usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

III – PERIMETRES DE PROTECTION

ARTICLE 7 – DEFINITION

Il sera établi autour de chaque point de prélèvement un périmètre de protection immédiate, le périmètre de protection rapprochée et le périmètre de protection éloignée seront commun aux deux points d'eau en application des dispositions de l'article L.1321-2 du Code de la Santé Publique, conformément à l'avis de l'hydrogéologue agréé et aux plans et états parcellaires joints.

ARTICLE 8 – DELAIS DES TRAVAUX A REALISER ET DE LA MISE EN CONFORMITE AVEC LES PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE

Le bénéficiaire de la présente autorisation veille au respect de l'application de cet arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection.

Les travaux et la mise en conformité devront être réalisés par la collectivité :

- sans aucun délai en ce qui concerne le périmètre de protection immédiate,
- dans le délai de 2 ans maximum pour le périmètre de protection rapprochée.

Le périmètre de protection immédiate de chaque captage sera entouré par une clôture de 2 m de haut munie d'un portail fermant à clef.

Les travaux à effectuer sont listés aux articles 10-1 Périmètre de protection immédiate, 10-2 Périmètre de protection rapprochée et 13 Traitement, surveillance, entretien et contrôles sanitaires de la qualité de l'eau.

ARTICLE 9 – CESSIBILITE DES TERRAINS DU PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE

La commune est propriétaire du terrain constituant le périmètre de protection immédiate du captage F1 « Les Longues Roies », sis sur la parcelle n° 21, section ZK, lieu-dit « Les Longues Roies », implanté sur la commune de PRESSIGNY.

La commune est également propriétaire du terrain constituant le périmètre de protection immédiate du captage F2 « L'Etang », sis sur la parcelle n° 69, section ZH, lieu-dit « L'Etang », implanté sur la commune de PRESSIGNY.

ARTICLE 10 – PRESCRIPTIONS

En cas de chevauchement de périmètres de protection instaurés par différents arrêtés préfectoraux, les prescriptions les plus draconiennes seront à prendre en compte.

ARTICLE 10-1 PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE

La parcelle n° 21, section ZK, lieu-dit « Les Longues Roies » et la parcelle n° 69, section ZH, lieu-dit « L'Etang » constituant les périmètres de protection immédiate sont propriété de la commune de PRESSIGNY.

A l'intérieur de ces périmètres sont interdits tout dépôt, toute installation ou activité autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eaux. Toute circulation y sera interdite en dehors de celle nécessitée par les besoins du service (entretien, accès aux pompes, etc...). Les parcelles seront défrichées, enherbées et fauchées, l'herbe fauchée sera évacuée en-dehors des différents périmètres de protection.

TRAVAUX A EFFECTUER :

Château d'eau : le puits intérieur sera obstrué en scellant la plaque de couverture.

Captage F1 « Les Longues Roies » :

- la clôture actuelle sera remplacée par une nouvelle sur 2 m de haut en grillage rigide,
- la margelle sera débarrassée des mousses, lichens et de la végétation sur son pourtour : un radier en béton sur 20 cm sera réalisé autour de la margelle,
- créer et empierrer le chemin d'accès au captage.

Captage F2 « L'Etang » :

- la clôture actuelle sera remplacée par une nouvelle sur 2 m de haut en grillage rigide,
- un portail d'accès fermant à clef sera installé,
- la plantation d'arbres ou arbustes à feuilles persistantes est recommandée,
- le chemin d'accès sera empierré.

ARTICLE 10-2 PERIMETRES DE PROTECTION RAPPROCHEE ET ELOIGNEE

A l'intérieur des périmètres de protection rapprochée et éloignée sont interdites ou réglementées les activités susceptibles de porter préjudice à la qualité de l'eau et notamment celles figurant en annexes au présent arrêté :

- « annexe I - Différentes activités ou occupation du sol ou dans le sous-sol »,
- « annexe II - Dispositions spécifiques à la présence du captage »,
- « annexe III - Dispositions de la réglementation générale et dispositions particulières applicables à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée ».

Observations particulières sur les réglementations énumérées en annexes II et III :

- bâtiments d'élevage : étude d'impact à faire en cas d'installation de bâtiments d'élevage
- hydrocarbures et engrais liquides : stockage sur cuve de rétention étanche
- sondages ou forages : ne pas permettre une communication entre la nappe superficielle et la nappe profonde
- eaux de ruissellement : ne pas diriger les eaux vers le périmètre de protection rapprochée
- étangs : limiter à 3m la profondeur du creusement

- parc éolien : fondation hors d'eau, sondages de reconnaissance bouchés uniquement avec du béton sans additifs chimiques ou organiques
- prairies : laisser en place les prairies existantes.

Les modifications des pratiques appartenant aux activités réglementées susceptibles d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques seront soumises à l'avis des services de l'Etat compétents. Les demandes d'autorisation devront être adressées à la Préfecture.

10-2-1 Périmètre de protection rapprochée

Ouverture d'excavations : dans la mesure où l'ouverture d'une excavation diminue la protection naturelle du réservoir géologique, l'avis de l'hydrogéologue agréé sera sollicité (projet éolien, géothermie...).

A l'intérieur de ce périmètre, les activités agricoles culturales devront faire l'objet d'une réflexion fondée sur une utilisation raisonnée des produits azotés et des produits phytosanitaires.

TRAVAUX A EFFECTUER :

Captage F2 « L'Etang » : faciliter l'écoulement des eaux dans le fossé de l'Etang par faucardage annuelle sans l'approfondir.

10-2-2 Périmètre de protection éloignée

Ouverture d'excavations : dans la mesure où l'ouverture d'une excavation diminue la protection naturelle du réservoir géologique, l'avis de l'hydrogéologue agréé sera sollicité (projet éolien, géothermie...).

A l'intérieur de ce périmètre, les activités agricoles culturales devront faire l'objet d'une réflexion fondée sur une utilisation raisonnée des produits azotés et des produits phytosanitaires.

TRAVAUX A EFFECTUER :

Eoliennes : si elles ne sont plus utilisées, les supprimer et combler le puits.

ARTICLE 11 – ACTIVITES EXISTANTES

Pour les activités, dépôts et installations existant à la publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus au chapitre III, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution desdits périmètres dans les délais mentionnés à l'article 8 du présent arrêté.

IV – UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE

ARTICLE 12 – SITUATION

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

ARTICLE 13 – TRAITEMENT, SURVEILLANCE, ENTRETIEN ET CONTROLES SANITAIRES DE LA QUALITE DE L'EAU

Les eaux devront répondre aux conditions exigées par la réglementation en vigueur. Elles devront subir un traitement efficace et adapté avant distribution. A cet effet, la commune de PRESSIGNY a mis en place d'un système de stérilisation automatique et permanent des eaux au château d'eau. Ce dispositif de traitement et son fonctionnement seront placés sous le contrôle de la DTD ARS Haute-Marne (ou les services compétents en matière de contrôle).

Les opérations de prélèvement sont régulièrement surveillées ; les ouvrages et installations de prélèvement sont régulièrement entretenus de manière à :

- éviter tout gaspillage,
- garantir le bon fonctionnement des dispositifs destinés à la protection de la ressource en eau, à la surveillance et à l'évaluation des prélèvements ainsi qu'au suivi de la qualité de l'eau.

La qualité de l'eau est contrôlée dans les conditions et selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Le paramètre nitrates sera systématiquement analysé dans les analyses de distribution de type D1.

Les résultats des contrôles seront portés à la connaissance du public dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur. Sont affichés dans les deux jours ouvrés suivant la date de leur réception :

- l'ensemble des résultats d'analyses des prélèvements effectués au titre du contrôle,
- leur interprétation sanitaire faite par la Délégation Territoriale Départementale de l'Agence Régionale de Santé (ou par les services compétents en la matière),
- les synthèses commentées que peut établir ce service sous la forme de bilans sanitaires de la situation pour une période déterminée.

La note de synthèse annuelle sur les données relatives à la qualité des eaux distribuées, transmise par le Préfet de Haute-Marne, est consultable en mairie et jointe à la facture d'eau.

ARTICLE 14 – ACCESSIBILITE

Les ouvrages de production d'eau doivent permettre le prélèvement aisé d'un échantillon d'eau brute avant tout traitement.

Les propriétaires et exploitants sont tenus de laisser libre accès aux agents habilités aux contrôles (DTD ARS, police de l'eau ou autres services compétents en matière de contrôle), à la recherche et à la constatation des infractions, dans les locaux, installations ou lieux où les opérations sont réalisées, à l'exclusion des domiciles ou de la partie des locaux servant de domicile, dans les conditions prévues à l'article L 216-4 du Code de l'Environnement.

Les exploitants responsables des installations sont tenus de leur laisser à disposition le registre d'exploitation.

ARTICLE 15 – DECLARATION D'INCIDENT OU D'ACCIDENT

La personne à l'origine de l'incident ou de l'accident et l'exploitant ou, s'il n'existe pas d'exploitant, le propriétaire, sont tenus, dès qu'ils en ont connaissance, de déclarer dans les meilleurs délais au Préfet ou au Maire du lieu d'implantation de l'opération, tout incident ou accident intéressant l'opération et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L 211-1 du Code de l'Environnement (notamment préservation des écosystèmes aquatiques et des zones humides, de la qualité de l'eau, de la ressource en eau, libre écoulement des eaux, santé, salubrité publique, sécurité civile, conciliation des exigences des activités légalement exercées qui font usage de l'eau).

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le Préfet, les personnes mentionnées au premier alinéa doivent prendre ou faire prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause de l'incident portant atteinte au milieu aquatique, pour évaluer leurs conséquences et y remédier.

ARTICLE 16 – MODIFICATION DE L'OUVRAGE

Toute modification apportée par le propriétaire ou l'exploitant de l'ouvrage (travaux, aménagement, mode d'utilisation de l'installation...) de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation initiale doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet qui peut exiger une nouvelle demande d'autorisation soumise aux mêmes formalités que la demande d'autorisation initiale.

ARTICLE 17 – ABANDON DE L'OUVRAGE

Tout forage, puits ou ouvrage souterrain abandonné doit être comblé, dans les règles de l'art et selon la réglementation en vigueur, par des matériaux permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères traversées ainsi que l'absence de transfert de pollution.

La déclaration de l'abandon de l'ouvrage doit être communiquée au Préfet, par le biais d'une délibération prise par le conseil municipal, au moins deux mois avant le début des travaux et doit comprendre :

- la date prévisionnelle des travaux de comblement,
- l'aquifère précédemment surveillé ou exploité,
- une coupe géologique des différents niveaux géologiques et formations aquifères présentes au droit du forage à combler,
- une coupe technique précisant les équipements en place,
- des informations sur l'état des cuvelages ou tubages et de la cimentation de l'ouvrage ainsi que les techniques ou méthodes qui seront utilisées pour réaliser le comblement.

La DTD ARS Haute-Marne instruira le dossier.

Dans les deux mois qui suivent le comblement de l'ouvrage, le déclarant en informe le Préfet et lui communique, le cas échéant, les éventuelles modifications par rapport au document transmis préalablement aux travaux de comblement.

ARTICLE 18 – MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS

Si au moment de l'autorisation ou postérieurement, le pétitionnaire veut obtenir la modification de certaines prescriptions applicables à l'opération, il en fait la demande au Préfet qui statue par arrêté conformément à l'article 32 du Décret du 29 mars 1993 dans le respect des principes de gestion équilibré de la ressource en eau mentionnés à l'article L 211-1 du Code de l'Environnement. Si ces principes ne sont pas garantis par l'exécution des prescriptions du présent arrêté, l'autorité administrative peut imposer, par un arrêté complémentaire, toute prescription spécifique nécessaire.

V – DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 19 – INFORMATION DES TIERS - PUBLICITE

Le présent arrêté sera :

- inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Haute-Marne ;
- affiché à la mairie de PRESSIGNY pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans deux journaux locaux à la diligence du préfet et aux frais de la commune de PRESSIGNY ;
- notifié par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, par les soins du maire, à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

ARTICLE 20 – MODIFICATION DE L'ARRETE

Les dispositions prévues au présent arrêté, et notamment la réglementation dans les périmètres de protection pourront faire l'objet d'une modification, au cas où les résultats de la surveillance de la qualité des eaux montreraient des signes de dégradation. Dans une telle hypothèse, la procédure de modification sera analogue à la procédure initiale d'établissement des périmètres de protection.

ARTICLE 21 – DUREE DE VALIDITE

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que les captages de PRESSIGNY restent utilisés pour la production d'eau de la collectivité.

ARTICLE 22 – RECEPISSE DE DECLARATION

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration du prélèvement d'eau.

Les conditions d'aménagement et d'exploitation des ouvrages et d'exercice de l'activité doivent satisfaire aux prescriptions fixées au présent arrêté.

ARTICLE 23 – DELAI DE RECOURS

Le présent arrêté est susceptible de recours adressé par lettre recommandée avec accusé de réception au tribunal administratif de CHALONS EN CHAMPAGNE.

Le délai de recours est de deux mois à compter de la notification ou de la publicité de l'arrêté préfectoral.

ARTICLE 24 – EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Marne, la sous-préfète de LANGRES, le Maire de PRESSIGNY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- au Directeur de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse
- au Président de la Chambre d'Agriculture de la Haute-Marne
- au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL)
- au Directeur du Bureau de Recherches Géologiques et Minières
- au Délégué Territorial Départemental de l'Agence Régionale de Santé (DTD ARS)
- au Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations (DDCSPP) – pôle Protection du Consommateur
- au Directeur Départemental des Territoires (DDT) – service Environnement et Ressources Naturelles
- au Président du Conseil Général – direction de l'Environnement et de l'Agriculture
- au Directeur de l'Office National des Forêts
- à M. FRADET, Coordonnateur Départemental des hydrogéologues agréés.



Fait à CHAUMONT, le 7 septembre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture

Emmanuel GÉRAT



Vu pour être annexé à mon
arrêté n° 2197 en date
de ce jour
CHAUMONT, le -7 SEP. 2011
Le Préfet.

Pour le Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture

PRESSIGNY

ANNEXE I

Emmanuel GÉRAT

A - DIFFÉRENTES ACTIVITÉS OU OCCUPATIONS DU SOL OU DANS LE SOUS-SOL

Rubriques	Annexe ou renvoi	Rubriques	Annexe ou renvoi
A		H	
ABREUVOIRS.....	page 11	HANGARS AGRICOLES.....	A. III/3
AIRES DE STATIONNEMENT.....	EAUX DE RUISSELLEMENT	HYDROCARBURES LIQUIDES.....	A. III/4
AUTOROUTES.....	EAUX DE RUISSELLEMENT		
B		I	
BÂTIMENTS D'ÉLEVAGE.....	A. III/1	INSTALLATIONS CLASSÉES.....	A. III/4
BOUES.....	A. III/5		
C		L	
CADAVRES ANIMAUX.....	A. III/6	LIQUIDES INFLAMMABLES.....	A. III/4-5
CAMPING - CARAVANING.....	A. III/1	LISIERS.....	A. III/5
CANAU.....	VOIES DE COMMUNICATION		
CAPTAGES D'EAU.....	A. III/7	M	
CARRIÈRES A CIEL OUVERT.....	A. III/1	MARES.....	A. III/6
CARRIÈRES BANALES.....	A. III/1	MATIÈRES DANGEREUSES.....	A. III/6
CARRIÈRES SOUTERRAINES.....	A. III/1	MATIÈRES FERMENTESCIBLES.....	A. III/6
CIMETIÈRES.....	A. III/1	MATIÈRES DE VIDANGE.....	A. III/1-6
CITERNES - CUVES.....	PRODUITS CHIMIQUES	MINES.....	A. III/1
CONSTRUCTIONS D'HABITATIONS.....	page 11		
D		P	
DÉBOISEMENT.....	page 11	PACAGE DES ANIMAUX.....	page 11
DÉCHARGES CONTRÔLÉES.....	A. III/1	PARC ÉOLIEN.....	page 11
DÉPOSANTES.....	A. III/1	PERMIS DE CONSTRUIRE.....	CONSTRUCTIONS
DÉPÔTS SAUVAGES.....	A. III/1	PISCICULTURES.....	ETANGS
DÉTERGENTS.....	A. III/2	POLLUTION ACCIDENTELLE.....	A. III/6
DRAINAGE AGRICOLE.....	page 11	PORCHERIES.....	A. III/6
E		PRAIRIES.....	page 11
EAUX DE ROUTE.....	EAUX DE RUISSELLEMENT	PRODUITS CHIMIQUES.....	A. III/7
EAUX DE RUISSELLEMENT.....	page 11	PRODUITS PHYTOSANITAIRES.....	page 11
EAUX USÉES AGRICOLES.....	A. III/3	PUISARDS - PUIITS PERDUS.....	A. III/7
EAUX USÉES COLLECTIVES.....	A. III/2		
EAUX USÉES DOMESTIQUES.....	A. III/2	R	
EAUX USÉES INDUSTRIELLES.....	A. III/3	RECUPÉRATION MATÉRIAUX.....	A. III/7
EFFLUENTS RADIOACTIFS.....	A. III/3		
ENFOUISSEMENT DE.....	DÉPÔTS SAUVAGES et	S	
PRODUITS CHIMIQUES.....	PRODUITS CHIMIQUES	SILIOS.....	A. III/7
ENGRAIS.....	page 11	SUPPORTS DE CULTURE.....	A. III/7
ENSILAGE.....	A. III/6		
ETABLES.....	BÂTIMENTS D'ÉLEVAGE	T	
ETANGS.....	A. III/3	TECHNIQUES CULTURALES.....	page 11
EXCAVATIONS - TRANCHÉES.....	page 11	TERRAINS DE JEUX, DE LOISIRS.....	page 11
F		TRAVAUX PROCHES DES RESEAUX AEP.....	A. III/7
FOSSES SEPTIQUES.....	A. III/3		
FOSSES DE DRAINAGE.....	DRAINAGE AGRICOLE	V	
FUMIERS - PURINS.....	A. III/3	VOIES DE COMMUNICATIONS.....	page 11
G		VOIES FERRÉES.....	VOIES DE COMMUNICATION
GAZ - STOCKAGE.....	A. III/3		
GIBIER.....	page 11	AUTRES.....	page 11

B - DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES À LA PRÉSENCE DES CAPTAGES

- Abreuvoirs : dans l'angle le plus éloigné de la parcelle concernée et entouré d'un radier anti-bourbier.
- Bois et forêts : laisser en place les bois existants.
- Constructions : autorisé si raccordement au réseau d'assainissement collectif.
- Cultures spécialisées : interdit pour serres et cultures maraîchères.
- Drainage agricole : autorisé et évacuation des eaux collectées en dehors du périmètre rapproché par les fossés existants bien entretenus.
- Eaux de ruissellement : faciliter l'écoulement dans le fossé de l'Etang par faucardage annuel.
- Engrais : doser selon les besoins réels des plantes cultivées (cf. Charte de bonne conduite de l'agriculture).
- Etangs : nouveaux étangs interdits.
- Excavations : remblayer avec les terrains naturels extraits et ne pas laisser engouffrer les eaux de surface.
- Gibier : élevage interdit.
- Pacage des animaux : autorisé pour pâturage mais pas d'élevage à l'embouche (bêtes à demeure).
- Parc éolien : interdit.
- Prairies : ne pas retourner les prairies existantes et plutôt les développer ou les boiser.
- Produits phytosanitaires : respecter la Charte de bonne conduite des techniques culturales. ne pas les utiliser dans les pépinières.
- Techniques culturales : développer les cultures dérobées (pièges à nitrates).
- Terrains de jeux, aires de loisirs : autorisé sauf sports mécaniques (4x4, quad, moto).
- Voies de communications :
 - entretenir les fossés de bordure de routes.
 - bassins d'infiltration et aires de parking interdits.

ANNEXE III/1 - DISPOSITIONS DE LA RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE

Désignation	Contraintes	Observations
1/ <u>AUTOROUTES</u> <u>SIGNALISATION</u>	Les transports de produits de nature à polluer les eaux sont réglementés.	Aires de stationnement interdites.
2/ <u>BÂTIMENTS D'ÉLEVAGE</u>	Leur implantation est interdite à moins de 75 m des captages et prises d'eau.	Au delà autorisé mais pas de stabulation à demeure.
3/ <u>CAMPING-CARAVANING</u>	Le camping est interdit dans un rayon de 200 m des points d'eau captée pour la consommation humaine.	Interdit.
4/ <u>CARRIÈRES-MINES</u>	La mise en exploitation des carrières est soumise à autorisation. Une exploitation coordonnée doit en être assurée pour protéger les nappes souterraines reconnues aptes à satisfaire les besoins des collectivités publiques. Carrières alluvionnaires : autorisation si superficie < 500 m ² .	Interdit.
5/ <u>CIMETIÈRES</u>	Création ou agrandissement. Les risques de contamination des eaux souterraines doivent être examinés par l'hydrogéologue. Réglementation et régime applicable.	Interdit.
6/ <u>DEPOSANTES DE</u> <u>MATIÈRES DE VIDANGE</u>	Les dépositaires relèvent de la rubrique n°322 et sont à ce titre soumises à autorisation préfectorale.	Interdit.
7/ <u>DÉPÔTS D'ORDURES</u> <u>DÉCHARGES CONTRÔLÉES</u> <u>CENTRES</u> <u>D'ENFOUISSEMENT</u> <u>TECHNIQUE</u>	L'ouverture des décharges contrôlées est subordonnée à autorisation préfectorale après enquête de commodo et incommodo et avis de l'hydrogéologue. Tout dépôt est interdit dans les périmètres de protection immédiate des points de prélèvement d'eau souterraine. L'implantation d'une décharge est interdite dans le périmètre de protection rapprochée des points de prélèvement d'eau souterraine destinée à l'alimentation humaine.	Interdit.

ANNEXE III/2 - DISPOSITIONS DE LA RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE (suite)

Désignation	Contraintes	Observations
8/ <u>DÉTERGENTS DE CERTAINES CATÉGORIES,</u> DÉVERSEMENTS	Déversements interdits dans les eaux souterraines.	Lavage des véhicules interdit dans la nature.
9/ <u>EAUX USÉES COLLECTIVES,</u> REJETS	<p>Pour éviter la pollution des eaux souterraines :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le tracé des ouvrages ne doit pas pénétrer dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée des captages. • En cas de rejet sur le sol (épandages avec ou sans utilisation agricole) l'aptitude des terrains doit faire l'objet d'une enquête du service hydraulique avec consultation de l'hydrogéologue. • Tout déversement est interdit dans les puits, forages ou galeries de captage désaffectés. • Les eaux usées ne peuvent rejoindre le milieu naturel qu'après avoir subi un traitement. • L'injection d'eaux résiduaires dans les nappes profondes et les pièges géologiques ne saurait se concevoir que dans les cas exceptionnels et après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France. 	Interdit.
10/ <u>EAUX USÉES DOMESTIQUES,</u> REJETS	<p>Les rejets d'eaux usées domestiques par puits perdus et puisards sont interdits.</p> <p>Les puits filtrants et les dispositifs de remplacement doivent être autorisés par les services sanitaires.</p> <p>Implantation à plus de 50 m des captages AEP si absence de périmètres.</p> <p>Raccordement obligatoire à l'égout collectif.</p>	Réinfiltration verticale interdite.

ANNEXE III/3 - DISPOSITIONS DE LA RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE (suite)

Désignation	Contraintes	Observations
11/ <u>EAUX USÉES</u> <u>ÉPANDAGE</u>	<p><u>Installations classées</u></p> <p>Lors de l'examen du plan d'épandage, l'inspecteur des établissements classés doit vérifier que les prescriptions instaurées par les périmètres de protection des eaux sont respectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • sucreries et betteraves • distilleries vinicoles • distilleries de mélasse • distilleries de jus de betteraves • féculeries de pommes de terre <p><u>Installations non classées</u></p>	Interdit.
REJETS DIRECTS	Effluents des exploitations agricoles	Interdit.
12/ <u>EFFLUENTS</u> <u>RADIOACTIFS</u> <u>LIQUIDES,</u> <u>REJETS</u>	<p>Leurs rejets sont interdits dans les eaux souterraines.</p> <p>L'hydrogéologue agréé est consulté sur les mesures de surveillance destinées à protéger les eaux souterraines.</p>	
13/ <u>ETANGS</u>	<p>Déclaration si superficie < 2 000 m².</p> <p>Autorisation si superficie > 3 ha.</p>	Autorisé à moins de 3 m de profondeur.
14/ <u>FUMIERS ET AUTRES</u> <u>DÉJECTIONS SOLIDES</u> <u>EVACUATION ET</u> <u>STOCKAGE</u>	Il est interdit à moins de 75 m des captages et prises d'eau.	<p>Interdit sauf pour fumier composté de bovins.</p> <p>Stockage temporaire < 1 semaine en bout de champs.</p>
15/ <u>GAZ</u> <u>STOCKAGE</u>	<p>L'établissement et l'exploitation du stockage souterrain doivent être soumis aux mesures qui protègent l'usage des sources et des eaux souterraines.</p> <p>Les eaux souterraines contenues dans les formations géologiques utilisées pour le stockage du gaz ne peuvent être livrées à l'alimentation humaine.</p>	Etude d'impact obligatoire.

ANNEXE III/4 - DISPOSITIONS DE LA RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE (suite)

Désignation	Contraintes	Observations
16/ <u>HUILES ET LUBRIFIANTS, DÉVERSEMENTS</u>	Leur déversement dans les eaux souterraines est interdit.	Vidanges interdites pour tous engins à moteur.
17/ <u>HYDROCARBURES LIQUIDES OU LIQUEFIÉS, STOCKAGE ET TRANSPORT</u>	<p>Leur stockage souterrain est soumis à autorisation.</p> <p>L'avis de l'hydrogéologue agréé est obligatoire, en vue d'éviter les intercommunications entre niveaux aquifères et d'assurer la protection des eaux utilisées pour l'alimentation.</p> <p>La construction et l'exploitation des pipes-lines sont également réglementées afin d'éviter tout risque de pollution des eaux.</p>	
18/ <u>LIQUIDES INFLAMMABLES</u>	<p><u>Installations classées</u></p> <p>L'emmagasinement en réservoir enfoui est interdit dans les zones de vulnérabilité des eaux souterraines (communes désignées par arrêté préfectoral).</p> <p>Les réservoirs en fosse doivent répondre aux règles de sécurité concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le contrôle de remplissage • l'établissement d'une cuvette de rétention dont la capacité correspond aux caractéristiques du stockage, à savoir : 100 % de la capacité du plus grand réservoir. 50 % de la capacité globale des réservoirs. <p>Pour les stockages de fuel-oils lourds : 50 % de la capacité du plus grand réservoir. 20 % de la capacité globale des réservoirs contenus.</p>	Interdit.

ANNEXE III/5 - DISPOSITIONS DE LA RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE (suite)

Désignation	Contraintes	Observations
19/ <u>LIQUIDES</u> <u>INFLAMMABLES</u>	<p><u>Installations non classées</u></p> <p>Les réservoirs à sécurité renforcée sont seuls admis en stockage enterré dans les zones de protection des eaux. La distribution par canalisation y est interdite. Les réservoirs doivent être placés dans une cuvette étanche et incombustible dont la capacité correspond aux caractéristiques de stockage : 100 % de la capacité du plus grand réservoir. 50 % de la capacité globale des réservoirs. Pour les stockages de fuel-oils lourds : 50 % de la capacité du plus grand réservoir. 20 % de la capacité globale des réservoirs contenus. Des réservoirs en matière plastique renforcée peuvent être mis en batterie pour constituer un stockage au plus égal à 10 000 l. Leur cuvette de rétention étanche et incombustible doit être d'une contenance au moins égale à la capacité globale du stockage.</p>	Interdit même temporairement.
20/ <u>LISIERS, PURINS, JUS</u> <u>D'ENLISAGE, ET EAUX</u> <u>DE LAVAGE DES</u> <u>LOGEMENTS</u> <u>D'ANIMAUX,</u> <u>ÉVACUATION ET</u> <u>STOCKAGE</u>	<p>Les ouvrages de stockage doivent être étanches. Implantation interdite à moins de 75 m des captages AEP.</p> <p>Tout écoulement extérieur (dans les cours d'eau, puisards, bêtaires, carrières, etc ...) est interdit.</p>	Interdit.
21/ <u>LISIERS, PURINS, EAUX</u> <u>RÉSIDUAIRES DES</u> <u>LOGEMENTS</u> <u>D'ANIMAUX</u> <u>BOUES DE STATIONS</u> <u>D'ÉPURATION, ETC ...</u> <u>ÉPANDAGE</u>	<p>L'épandage de telles matières doit satisfaire aux prescriptions des périmètres de protection. Il est interdit à moins de 75 m des captages, prises d'eaux et installations de stockage.</p> <p>Les plans d'épandage sont soumis à l'approbation de l'autorité sanitaire : définition d'une Surface Potentielle d'Epandage (S.P.E.).</p>	Interdit.
21 Bis / <u>BOUES DE STATIONS</u> <u>D'ÉPURATION</u> <u>ÉPANDAGE</u>	Interdit dans les périmètres de protection rapprochée.	Interdit.
21 Ter / <u>BOUES DE CURAGE</u> <u>ÉPANDAGE</u>	Epandage possible si qualité compatible avec protection des eaux.	Interdit.

ANNEXE III/6 - DISPOSITIONS DE LA RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE (suite)

Désignation	Contraintes	Observations
22/ <u>MARES</u> <u>IMPLANTATION</u>	Leur implantation doit satisfaire aux prescriptions des périmètres de protection. (minimum : 35 m des ouvrages de pompage ou de stockage)	Interdit.
23/ <u>MATIÈRES DE</u> <u>VIDANGE</u> <u>DÉCHARGEMENT</u> <u>ÉPANDAGE</u>	Les déchargements et déversements sont interdits en quelque lieu que ce soit sans autorisation préalable. Ils sont interdits dans les périmètres de protection.	Interdit.
24/ <u>MATIÈRES</u> <u>FERMENTESCIBLES</u> <u>DÉPOTS</u>	Les dépôts sont interdits en carrières et toutes autres excavations et à moins de 35 m des captages et prises d'eau. Cadavres d'animaux	Autorisé et recueil des jus. Interdit.
25/ <u>MATIÈRES USÉES OU</u> <u>DANGEREUSES EN</u> <u>GÉNÉRAL</u> <u>DÉVERSEMENT OU</u> <u>DÉPOTS</u> <u>TRANSPORT</u>	Déversements et dépôts interdits dans les cours d'eau et dans les nappes alluviales. Réglementé	
26/ <u>POLLUTION</u> <u>ACCIDENTELLE DES</u> <u>EAUX</u>	Les modes d'intervention sont précisés en vue d'améliorer leur efficacité.	Prévenir immédiatement les services de la Protection Civile.
27/ <u>PORCHERIES</u> <u>ÉPANDAGE DE LISIERS</u>	<u>Installations classées</u> Les porcheries qui relèvent des installations classées (plus de 50 animaux de plus de 30 kg) ont à présenter un plan d'épandage de leurs lisiers à l'examen de l'inspecteur des établissements classés. celui-ci doit vérifier que les prescriptions instaurées par les périmètres de protection des eaux sont respectées (voir lisiers).	Interdit.

ANNEXE III/7 - DISPOSITIONS DE LA RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE (suite)

Désignation	Contraintes	Observations
28/ <u>PRODUITS CHIMIQUES</u> <u>A DESTINATION</u> <u>INDUSTRIELLE OU</u> <u>AGRICOLE</u> <u>STOCKAGE</u>	Le stockage est soumis aux dispositions de l'ordonnance 58.1332 du 23.12.1958 (voir hydrocarbures liquides ou liquéfiés).	Pas de stockage en citernes aériennes ou enterrées.
29/ <u>PUISARDS ET PUIITS</u> <u>PERDUS</u>	Ils sont interdits	Interdit.
30/ <u>PUITS, FORAGES,</u> <u>SOURCES, CAPTAGES</u>	Prélèvements d'eaux souterraines supérieures à 8 m ³ /h doivent être obligatoirement déclarés et soumis à la surveillance de l'administration.	Interdit sauf usage public après étude d'incidence.
31/ <u>RÉCUPÉRATION DE</u> <u>MATÉRIAUX ET</u> <u>PRODUITS USAGERS</u> <u>STOCKAGE</u>	Tout détenteur doit en assurer l'élimination. Déchets et ordures ménagères.	Interdit.
32/ <u>SILOS POUR LA</u> <u>CONSERVATION PAR</u> <u>VOIE HUMIDE DES</u> <u>ALIMENTS POUR</u> <u>ANIMAUX</u> <u>IMPLANTATION</u>	Elle est interdite à moins de 75 m des captages et prises d'eaux.	Autorisé sur cuvette de rétention.
33/ <u>SUPPORTS DE</u> <u>CULTURES ET</u> <u>PRODUITS</u> <u>ANTI-PARASITAIRES</u> <u>MANIPULATION</u> <u>DESTRUCTION</u>	Ne pas manipuler les produits à proximité des points d'eau. Destruction des emballages à plus de 50 m des points d'eau. Réduction des doses d'emploi par arrêté préfectoral.	Ne pas nettoyer les citernes et les récipients dans les champs. Ne pas brûler les emballages.
34/ <u>SYLVICULTURE</u>	Entretien, aménagement, boisement, défrichage.	Traitement interdit avec des fongicides et des insecticides sur les troncs.
35/ <u>TRAVAUX PROCHES</u> <u>DES RÉSEAUX AEP</u> <u>DE PRÉLÈVEMENT</u> <u>DE STOCKAGE</u> <u>DE DISTRIBUTION</u>	Déclaration d'intention de commencement des travaux auprès du ou des exploitants des installations.	Concernent les canalisations d'eau potable de la commune.



Département de la HAUTE-MARNE
COMMUNE de PRESSIGNY

Vu pour être annexé à mon
arrêté n° 2197 en date
de ce jour
CHAUMONT, le 7 SEP. 2011
Le Préfet

Pour le Préfet, et par délégation
Le Secrétaire Général de la Préfecture

Emmanuel GÉRAT

PERIMETRE DE PROTECTION DES CAPTAGES

N° Inscrit	COMMUNE	Section	Parcelle	Lieu-dit	Contenance totale de la parcelle (m2)	Surface en m² concernée par le périmètre de protection immédiate	Surface en m² concernée par le périmètre de protection rapprochée	Surface en m² concernée par le périmètre de protection éloignée	TITRE	NOM	PRENOM	ADRESSE 1	Code postal	VILLE
406	PRESSIGNY	AC	121	Le Village-Est	3630		3630	3630	Mme	SEDLMAIR	Heidemarie	Beethovenstrasse 10	82256	FURSTENFELD BRUCK ALLEMAGNE
406	PRESSIGNY	AC	122	52 Grande Rue	665		665	665	Mme	SEDLMAIR	Heidemarie	Beethovenstrasse 10	82256	FURSTENFELD BRUCK ALLEMAGNE
406	PRESSIGNY	ZH	15	L'Etang	570		570	570	M.	CHEMENT	Jean Michel		52500	PRESSIGNY
406	PRESSIGNY	ZH	16	L'Etang	430		430	430	M.	CHEMENT	Jean Michel		52500	PRESSIGNY
406	PRESSIGNY	ZH	17	L'Etang	360		360	360	M.	ROGER	Jean Claude	Grande Rue	52500	PRESSIGNY
406	PRESSIGNY	ZH	18	L'Etang	750		750	750	M.	ROUSSEL	Paul	Rue Quarte	52500	PRESSIGNY
406	PRESSIGNY	ZH	19	L'Etang	1260		1260	1260	Mme	ROUSSEL	Myriam		52500	PRESSIGNY
406	PRESSIGNY	ZH	20	L'Etang	3110		3110	3110	M.	CHEMENT	Jean Michel		52500	PRESSIGNY
406	PRESSIGNY	ZH	21	L'Etang	2830		2830	2830	M.	OLIVIER	Régis	Rue Auguste Massin	52500	PRESSIGNY
406	PRESSIGNY	ZH	22	L'Etang	1000		1000	1000	Mme	CORNU	Cécile	Rue Quarte	52500	PRESSIGNY
406	PRESSIGNY	ZH	23	L'Etang	64300		64300	64300	M.	GRANDHAYE	Christian	46 Grande Rue	90300	OFFEMONT
406	PRESSIGNY	ZH	24	L'Etang	820		820	820	M.	GRANDHAYE	Jean-François	2 Bis Rue du Fort	21800	CHEVIGNY-SAINT-SAUVEUR
406	PRESSIGNY	ZH	25	L'Etang	1060		1060	1060	Mme	ROBERTY	Joëlle	Avenue de Chambord	52500	PRESSIGNY
406	PRESSIGNY	ZH	26	L'Etang	1670		1670	1670	Mme	LINOTTE	Georgette	Rue Docteur Grossete	52500	PRESSIGNY
406	PRESSIGNY	ZH	27	L'Etang	14730		14730	14730	Mme	ROBERTY	Michel	7 Chemin du Creuset	21400	NOD-SUR-SEINE
406	PRESSIGNY	ZH	28	L'Etang	75330		75330	75330	M.	ROBERTY	Jérôme	1 Rue Traverse	52700	SAINT-BLIN
406	PRESSIGNY	ZH	29	L'Etang	167010		167010	167010	Mme	ROBERTY	Marie Claude	17 Rue du Docteur Grossete	52500	PRESSIGNY
406	PRESSIGNY	ZH	30	L'Etang	23560		23560	23560	Mme	ROBERTY	René	4 B Rue Vergers	52500	JORQUENAY
406	PRESSIGNY	ZH	31	L'Etang	12140		12140	12140	Mme	GARDIENNET	René	Grande Rue	52500	PRESSIGNY
406	PRESSIGNY	ZH	32	L'Etang	1250		1250	1250	Mme	PIERREL	Anne Marie	Grande Rue	52500	PRESSIGNY
406	PRESSIGNY	ZH	33	L'Etang	1450		1450	1450	Mme	GARDIENNET	René		52500	PRESSIGNY
406	PRESSIGNY	ZH	34	L'Etang	5090		5090	5090	Mme	ROUSSEL	Paul		52500	PRESSIGNY
406	PRESSIGNY	ZH	35	L'Etang	1280		1280	1280	Mme	ROUSSEL	Myriam		52500	PRESSIGNY
406	PRESSIGNY	ZH	36	L'Etang	33500		33500	33500	Mme	ROUSSEL	Myriam		52500	PRESSIGNY
406	PRESSIGNY	ZH	53	Les Denières	61940		61940	61940	M.	MAILLARBAUX	Manuel		52500	FAYL BILLOT
406	PRESSIGNY	ZH	54	Les Denières					M.	MAILLARBAUX	Manuel	3 Rue du Haut	52500	FAYL BILLOT
406	PRESSIGNY	ZH	55	Les Denières					M.	MAILLARBAUX	Manuel	3 Rue du Haut	52500	FAYL BILLOT

1001 X 8 0370

1001

0408 8K-1001
1009

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-MARNE

COMMUNE DE PRESSIGNY

Périmètres de protection des captages de Pressigny



PLAN PARCELLAIRE

Vu pour être annexé à mon

arrêté n° 2194 en date

de ce jour

CHAUMONT, le -7 SEP. 2011

Le Préfet

Pour le Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture

Echelle : 1/2000


Emmanuel GÉRAT

DOSSIER N° 09105 – DATE : 26 août 2009 – DESSINE PAR : C.G.C.

GE
COVADIS

Levé et dressé par le Cabinet J.P. CARDINAL Géomètre-Expert D.P.L.G.
17 Boulevard de Lattre de Tassigny – 52200 LANGRES
Tél. : 03 25 87 02 58 – Fax. : 03 25 88 97 41

